

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU 3^e TRIMESTRE 2014

Rebond de l'activité et contraction de l'emploi

Au 3^e trimestre 2014, l'activité économique a légèrement repris (+0,3 %) après avoir reculé au trimestre précédent. Dans le même temps,

l'emploi salarié marchand non agricole s'est contracté (-55 200 postes après +7 100 postes), entraîné par une baisse simultanée du secteur tertiaire marchand (-28 700 postes après +28 300), de l'industrie (-11 300) et de la construction (-15 200). Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a augmenté de 8 000 après une hausse de 12 000 au trimestre précédent. Au total, l'emploi dans l'ensemble de l'économie s'est réduit au 3^e trimestre 2014 : -35 000 après +28 000 postes au 2^e trimestre 2014.

Le taux de chômage au sens du BIT est reparti en légère hausse et atteint 9,9 % de la population active au 3^e trimestre 2014 en France métropolitaine. On compte également 82 000 inscrits à Pôle emploi supplémentaires par rapport au trimestre précédent : leur nombre augmente de 34 000 pour la catégorie A (après +49 000 au 2^e trimestre 2014) et de 85 000 pour les catégories A, B, C (après +94 000), tandis qu'il diminue dans les catégories D et E (-2 000 respectivement).

Dans la zone euro, l'activité accélère très légèrement au 3^e trimestre (+0,2 % après +0,1 %). Le taux de chômage au sens du BIT se stabilise à 11,5 % de la population active (-0,1 point par rapport au 2^e trimestre).

Légère reprise de l'activité en France au 3^e trimestre 2014

Au 3^e trimestre 2014, l'activité économique a légèrement repris en France (+0,3 %) après avoir reculé (-0,1 %) au 2^e trimestre [1]. L'acquis de croissance du PIB pour 2014 est de +0,3 %.

La production de biens et services repart à la hausse au 3^e trimestre (+0,5 % après -0,1 % au 2^e trimestre). La production manufacturière se redresse après s'être contractée au trimestre précédent (+0,5 % après -0,8 %). Toutes les branches participent à cette reprise,

Graphique 1 • Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.

Sources : Dares, Insee.

mis à part les biens d'équipement qui continuent de baisser (-0,6 % après -1,7 %). La production de services marchands augmente quant à elle de 0,5 % (après +0,1 %). La hausse est portée par l'ensemble des branches, à l'exception notable de la construction (-1,0 % après -1,4 %) et des transports (-0,3 % après -0,6 %) qui poursuivent leur recul. Il s'agit du cinquième trimestre consécutif de baisse dans la construction.

Au 3^e trimestre 2014, la demande intérieure finale hors stocks contribue positivement à la croissance du PIB, à hauteur de +0,2 point comme au trimestre précédent. Les dépenses de consommation des ménages poursuivent leur progression (+0,3 % après +0,5 %), entraînées par les dépenses en énergie (+1,8 % après +2,4 %), en biens manufacturés (+0,2 % après +0,4 %) et en services (+0,2 % après +0,2%). Dans le détail, les ménages réduisent cependant leurs dépenses en construction (-0,1 % après -0,1 %) et en transport (-0,9 % après -0,1 %). À l'inverse, l'investissement baisse pour le troisième trimestre consécutif (-0,6 % au 3^e trimestre après -0,8 %) : l'investissement des entreprises non financières stagne

(après -0,5 %), tandis que celui des ménages et des administrations publiques poursuit sa diminution (respectivement -1,7 % après -1,9 % et -1,3 % après -0,7 %). Si les exportations ont repris ce trimestre (+0,5 % après 0,0 %), le rythme des importations accélère plus fortement (+1,3 % après +0,6 %). Le commerce extérieur a ainsi pesé négativement sur l'activité économique, en contribuant de -0,2 point à la croissance comme au trimestre précédent. Les stocks des entreprises ont quant à eux contribué positivement à la croissance ce trimestre, à hauteur de +0,3 point après -0,1 point.

Baisse de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles

Au 3^e trimestre 2014, selon les estimations d'emploi publiées par l'Insee en partenariat avec la Dares, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA) s'est réduit de 55 200 postes (-0,4 %), après avoir augmenté de

Tableau 1 • L'emploi salarié des secteurs concurrentiels

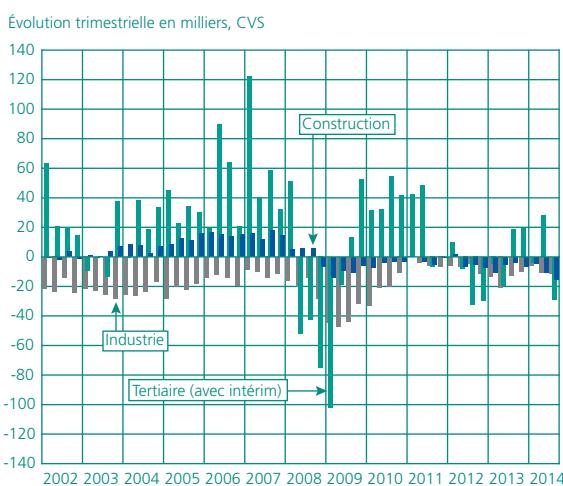
| Données CVS, en fin de trimestre | 2014 | | 2013 | | | | 2014 | | | | 2013 | | 2014 |
|---|------------------------|------------|---|-----------|-----------|------------|-----------|------------|----|----|------------------------------|-------------|------|
| | T3 | | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T3 | T3 | |
| | Niveau, en milliers | | Évolution sur un trimestre, en milliers | | | | | | | | Évolution sur un an, en % | | |
| Secteurs marchands | 15 825 | -29 | -46 | 2 | 3 | -14 | 7 | -55 | | | -0,7 | -0,4 | |
| Dont : industrie | 3 144 | -13 | -21 | -13 | -10 | -6 | -11 | -11 | | | -1,8 | -1,2 | |
| construction | 1 363 | -11 | -5 | -4 | -6 | -5 | -11 | -15 | | | -1,9 | -2,6 | |
| tertiaire | 11 319 | -5 | -19 | 19 | 20 | -4 | 28 | -29 | | | -0,3 | 0,1 | |
| dont intérim | 519 | 11 | -5 | 9 | 18 | -15 | 12 | -22 | | | 0,7 | -1,2 | |
| Autres (1) | 10 581 | 12 | 20 | 19 | 67 | 19 | 21 | 21 | | | 0,6 | 1,2 | |
| Dont : non-marchand aidé (2) | 315 | 8 | 12 | 12 | 39 | 20 | 12 | 8 | | | 14,2 | 33,2 | |
| non-marchand privé (3) | 1 983 | -2 | 4 | 1 | 20 | -4 | 3 | 4 | | | 0,6 | 1,2 | |
| Emploi total | 26 406 | -17 | -25 | 22 | 70 | 4 | 28 | -35 | | | -0,2 | 0,3 | |
| Dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels | 17 808 | -30 | -41 | 3 | 23 | -18 | 10 | -51 | | | -0,6 | -0,2 | |

(1) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non-salariés de tous les secteurs.

(2) Contrats uniques d'insertion (CUI), contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE), contrats d'avenir (CA) et emplois d'avenir (EA).

(3) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (OQ : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale ; hors emploi public).

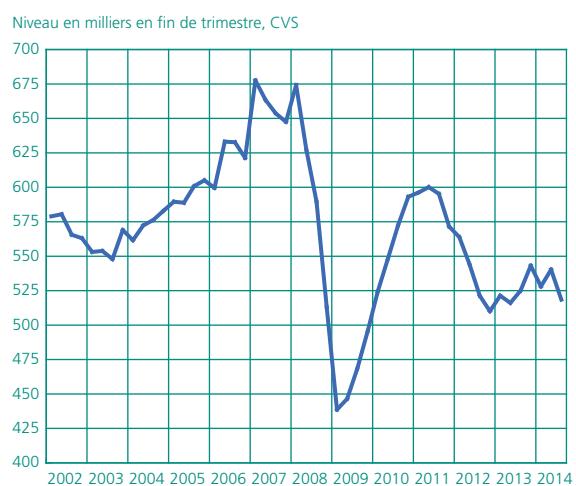
Graphique 2 • Emploi salarié par grands secteurs d'activité



L'intérim est inclus dans le tertiaire marchand et non pas ventilé par secteurs utilisateurs.

Sources : Dares, Insee.

Graphique 3 • Emploi intérimaire



Source : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.



Sources :
Dares, Insee.



Tableau 2 • Évolution des salaires de base et du salaire moyen par tête, en valeur nominale, et des prix à la consommation

| | 2013 | | | | 2014 | | | | 2013 | 2014 |
|---|----------------------------------|-----|------|-----|------|------|------|----|---------------------------|------|
| | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T3 | T3 |
| | Évolution sur un trimestre, en % | | | | | | | | Évolution sur un an, en % | |
| Salaire horaire de base ouvrier et employé (SHBOE) | 0,7 | 0,4 | 0,2 | 0,2 | 0,7 | 0,3 | 0,2 | | 1,6 | 1,4 |
| Salaire mensuel de base (SMB) (1) | 0,7 | 0,4 | 0,2 | 0,2 | 0,6 | 0,4 | 0,2 | | 1,6 | 1,4 |
| Salaire moyen par tête (SMPT) (2) | 0,2 | 0,4 | 0,2 | 0,4 | 0,4 | 0,2 | 0,2 | | 0,9 | 1,2 |
| Prix à la consommation (3) | 0,5 | 0,1 | -0,1 | 0,2 | 0,4 | -0,1 | -0,3 | | 0,7 | 0,2 |
| Prix à la consommation du 1 ^{er} quintile du niveau de vie (4) | 0,4 | 0,1 | -0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,0 | -0,3 | | 0,7 | 0,1 |

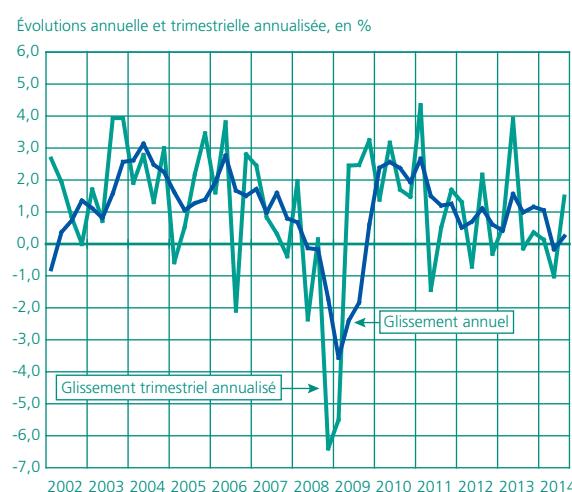
(1) Données brutes, fin de trimestre, établissement des entreprises de plus de 10 salariés des secteurs principalement marchands non agricoles.

(2) Données CVS, moyenne trimestrielle, secteurs principalement marchands non agricoles.

(3) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré sur le dernier mois du trimestre, données brutes).

(4) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour les ménages appartenant au 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie (mesuré sur le dernier mois du trimestre, données brutes).

Graphique 4 • Productivité par tête



Champ : secteurs principalement marchands non agricoles.

7 100 postes au 2^e trimestre 2014 (graphique 1, tableau 1, [2]). Sur un an, l'emploi SMNA s'est contracté de 59 700 postes (-0,4 %).

Ce recul de l'emploi salarié SMNA s'explique par la baisse du nombre de postes dans les secteurs de l'industrie (-11 300) et de la construction (-15 200), ainsi que dans le secteur tertiaire principalement marchand (-28 700 postes après +28 300 au 2^e trimestre) (graphique 2). Dans ce dernier secteur, l'emploi intérimaire et l'emploi hors intérim ont diminué simultanément, de 21 800 postes et de 6 900 respectivement, après des hausses de 12 200 et de 16 100 au 2^e trimestre 2014 (graphique 3, [3]).

Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans les secteurs non marchands (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale) a augmenté au 3^e trimestre 2014. On compte +8 000 bénéficiaires, après une hausse de 12 000 au trimestre précédent. Parallèlement, l'emploi de droit privé dans le secteur non marchand continue de progresser, avec 4 000 postes supplémentaires après +3 000 au trimestre précédent.

On estime ainsi que l'emploi total a diminué de 35 000 postes au 3^e trimestre 2014, après une

Graphique 5 • Salaires de base nominaux et indice des prix à la consommation



Le glissement annuel des prix hors tabac est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre au dernier mois du même trimestre de l'année précédente, comme dans le tableau 2.

Champ : France métropolitaine.

hausse de 28 000 postes au 2^e trimestre. Sur un an, entre septembre 2013 et septembre 2014, l'emploi a néanmoins augmenté de 67 000 postes (+0,3 %) après une baisse de 62 000 (-0,2 %) entre septembre 2012 et septembre 2013.

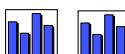
Progression des salaires de base exprimés en termes réels

Au 3^e trimestre 2014, la productivité par tête dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles a progressé de 0,4 %, la reprise de l'activité (+0,3 %) s'étant accompagnée d'une légère baisse de l'emploi salarié (1) (graphique 4). En glissement annuel, la productivité par tête augmente de 0,2 % au 3^e trimestre 2014 après +1,0 % un an auparavant.

Le salaire horaire de base des ouvriers et des employés (SHBOE) a augmenté de 0,2 % et le salaire mensuel de base (SMB) de 0,2 % en données brutes au 3^e trimestre 2014, après une hausse respectivement de 0,3 % et 0,4 % au trimestre précédent [4]. Entre septembre 2013 et septembre 2014, les hausses du SHBOE et du SMB se sont établies toutes deux à 1,4 % (tableau 2, graphique 5) après +1,6 % entre septembre 2012 et septembre 2013.



Sources : Dares, Insee.

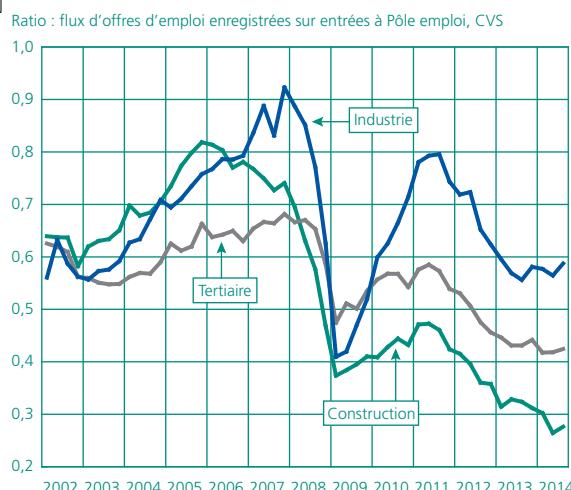


Sources : Dares, Insee.

(1) La valeur ajoutée du secteur marchand non agricole étant évaluée en moyenne sur le trimestre, son évolution est comparée à celle de l'emploi en moyenne trimestrielle.



Graphique 6 • Tensions sur le marché du travail



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.

Champ : France métropolitaine.

Source : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).

En parallèle, les prix à la consommation hors tabac (données brutes) ont reculé de 0,3 % au 3^e trimestre 2014, après -0,1 % le trimestre précédent. Une fois prise en compte l'évolution des prix, le SHBOE et le SMB en euros constants (2) ont progressé tous les deux de 0,5 %, après respectivement +0,3 % et +0,4 % au 2^e trimestre 2014. En rythme annuel, la progression du SHBOE et du SMB exprimée en termes réels est de 1,2 % de septembre 2013 à septembre 2014, après +0,9 % un an auparavant. Sur un an, le ralentissement des salaires de base a été accompagné par un ralentissement de l'inflation. La hausse des prix hors tabac s'est en effet établie à 0,2 % de septembre 2013 à septembre 2014 après +0,7 % un an auparavant.

Le salaire moyen par tête (SMPT) dans les secteurs marchands non agricoles, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de la main-d'œuvre, a augmenté de 0,2 % au 3^e trimestre 2014 comme au trimestre précédent. Entre le 3^e trimestre 2013 et le 3^e trimestre 2014, le SMPT a progressé de 1,2 % après +0,9 % un an auparavant. En termes réels (3), la hausse s'est ainsi établie à 0,9 % en glissement annuel au 3^e trimestre 2014, après +0,2 % un an auparavant.

Au 3^e trimestre 2014, les indicateurs de tension (4) dans la construction et l'industrie ont légèrement augmenté ; ils sont restés stables dans le tertiaire (graphique 6, [5]). Ils demeurent sensiblement en-deçà de leurs moyennes de longue période, de 25 % dans le tertiaire, 15 % dans l'industrie et 47 % dans le domaine du bâtiment et des travaux publics.

(2) La variation en valeur réelle des salaires est mesurée en déflatant les salaires nominaux par l'indice des prix à la consommation hors tabac des ménages (« salaires en euros constants » ou « salaires réels »). Les salaires de base étant évalués au dernier mois du trimestre, leur glissement annuel est rapporté à celui de l'indice national des prix à la consommation hors tabac du même mois (IPCht).

(3) Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, son évolution annuelle est rapportée à celle de la moyenne trimestrielle de l'IPCht. Entre le 3^e trimestre 2013 et le 3^e trimestre 2014, l'IPCht en moyenne trimestrielle a augmenté de 0,3 %, et de 0,8 % entre le 3^e trimestre 2012 et le 3^e trimestre 2013.

(4) L'indicateur de tension rapporte les flux d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur le trimestre aux entrées à Pôle emploi sur la même période.

(5) Les données des 3^e et 4^e trimestres 2013 ont été fortement révisées depuis la dernière publication en raison d'une ré-estimation des coefficients CVS des effectifs de demandeurs d'emploi en formation.

(6) Ces contrats sont des CDD conclus en application de l'article L1242-3 du code du travail et s'adressent aux personnes en difficulté. Le CDDI est signé pour une durée minimale de 4 mois et renouvelable, dans la limite d'une durée totale de 24 mois.

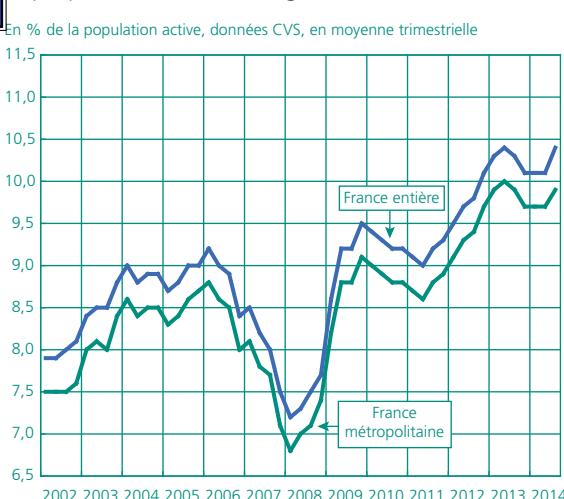
Stabilité du nombre de bénéficiaires d'emplois aidés

Au 3^e trimestre 2014, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés et de stages de formation reste stable (-2 000 en données corrigées des variations saisonnières après -1 000 au 2^e trimestre 2014). Dans le secteur marchand, les effectifs en emploi aidé, notamment en alternance, reculent une nouvelle fois ce trimestre. Cette baisse est compensée par la croissance du nombre de bénéficiaires d'emplois aidés dans le secteur non marchand et de demandeurs d'emploi en formation (5) (tableau 3).

Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés poursuit sa croissance (+8 000) amorcée début 2013 avec la mise en place des emplois d'avenir. Le dispositif continue sa montée en charge (+7 000 bénéficiaires ce trimestre). Du fait de l'entrée en vigueur de la réforme du financement de l'insertion par l'activité économique (IAE) au 1^{er} juillet 2014, les embauches dans les ateliers et chantiers d'insertion (ACI) se font sous forme de CDD d'insertion (6) et non plus de CUI-CAE. La baisse



Graphique 7 • Taux de chômage au sens du BIT en France



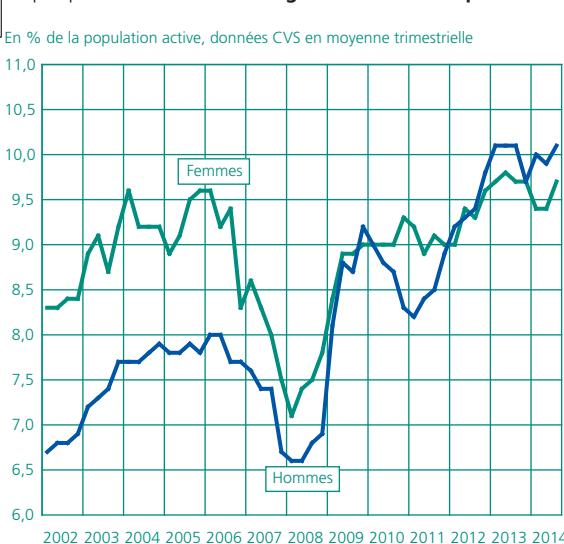
Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage, +/-0,3 point à partir du 3^e trimestre 2010.

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi.



Graphique 8 • Taux de chômage au sens du BIT par sexe



Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus ; France métropolitaine.

Source : Insee, enquête Emploi.

Tableau 3 • Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

| Entrées, données brutes en fin de trimestre | 2013 | | | | 2014 | | | | 2013 | 2014 | |
|--|-------------------------------------|---|------------|------------|------------|------------|------------|------------|----------------------------------|----------------------------------|-------------|
| | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T3 | T3 | |
| | Entrées trimestrielles, en milliers | | | | | | | | Évolution sur un an, en % (*) | | |
| Emplois aidés dans le secteur marchand (1)..... | 132 | 105 | 209 | 276 | 136 | 102 | 213 | | 5,2 | 1,8 | |
| Dont : abaissement de coûts salariaux..... | 15 | 17 | 19 | 22 | 23 | 16 | 17 | | 74,5 | -11,1 | |
| contrat unique d'insertion (CUI-CIE)..... | 12 | 13 | 12 | 14 | 15 | 9 | 10 | | | | |
| emploi d'avenir | 0 | 2 | 5 | 6 | 6 | 5 | 5 | | | | |
| exonérations zonées (ZRR, ZRU, ZFU)..... | 3 | 2 | 2 | 3 | 2 | 2 | 2 | | | | |
| formations en alternance | 56 | 33 | 141 | 204 | 52 | 30 | 149 | | 3,0 | 5,5 | |
| aide aux chômeurs créateurs d'entreprise | 54 | 48 | 43 | 42 | 54 | 48 | 40 | | -3,6 | -5,2 | |
| Emplois aidés dans le secteur non marchand | 103 | 94 | 120 | 111 | 87 | 79 | 117 | | 9,5 | -2,2 | |
| Dont : contrat unique d'insertion (CUI-CAE)..... | 94 | 80 | 100 | 95 | 73 | 66 | 74 | | | | |
| emploi d'avenir | 8 | 14 | 20 | 16 | 14 | 13 | 18 | | | | |
| CDDI en ateliers et chantiers d'insertion | | | | | | | 25 | | | | |
| Formation des demandeurs d'emploi..... | 200 | 154 | 223 | 205 | 223 | 169 | 228 | | 10,9 | 2,3 | |
| Ensemble (2)..... | 435 | 353 | 552 | 591 | 446 | 349 | 558 | | 8,4 | 2,4 | |
| <hr/> | | | | | | | | | | | |
| Effectifs de bénéficiaires, données CVS en fin de trimestre | 2014 | | 2013 | | | | 2014 | | | | |
| | T3 | T3 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | |
| | Niveau, en milliers | Évolution sur un trimestre, en milliers | | | | | | | | Évolution sur un an, en % (*) | |
| Emplois aidés dans le secteur marchand (1)..... | 921 | -1 | -5 | -4 | -8 | 3 | -13 | -17 | | -2,8 | -3,7 |
| Dont : abaissement de coûts salariaux..... | 100 | -3 | 3 | 3 | 6 | 6 | -2 | -2 | | -4,1 | 9,0 |
| contrat unique d'insertion (CUI-CIE)..... | 29 | -1 | 3 | 1 | 3 | 3 | -3 | -2 | | | |
| emploi d'avenir | 21 | 0 | 2 | 4 | 5 | 4 | 3 | 2 | | | |
| exonérations zonées (ZRR, ZRU, ZFU)..... | 51 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 | | | |
| formations en alternance..... | 553 | 5 | -4 | -5 | -11 | -3 | -11 | -11 | | -1,6 | -6,2 |
| aide aux chômeurs créateurs d'entreprise | 201 | -4 | -3 | -3 | -3 | 0 | 0 | -3 | | -5,4 | -3,0 |
| Emplois aidés dans le secteur non marchand | 315 | 8 | 12 | 12 | 39 | 20 | 12 | 8 | | 14,2 | 33,2 |
| Dont : contrat unique d'insertion (CUI-CAE).... | 217 | 0 | -1 | -7 | 25 | 10 | 6 | -20 | | | |
| emploi d'avenir | 78 | 8 | 13 | 18 | 14 | 10 | 7 | 7 | | | |
| CDDI en ateliers et chantiers d'insertion | 21 | | | | | | | 21 | | | |
| Formation des demandeurs d'emploi..... | 359 | -2 | 4 | 27 | -3 | 2 | 0 | 7 | | 14,5 | 1,9 |
| Ensemble (2)..... | 1 596 | 5 | 12 | 34 | 27 | 26 | -1 | -2 | | 3,1 | 3,3 |

(1) Y compris insertion par l'activité économique et aide à la création d'emplois et d'activité.

(2) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou reconductions des contrats existants ; les stocks sont estimés.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

(*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 1^{er} trimestre 2014, variation entre le 1^{er} trimestre 2013 et le 1^{er} trimestre 2014).

du nombre de bénéficiaires de CUI-CAE qui en résulte est donc compensée par ailleurs. À champ constant, c'est-à-dire hors ACI, le nombre de bénéficiaires de CUI-CAE est stable au 3^e trimestre. Fin septembre 2014, 315 000 salariés bénéficiaient d'un emploi aidé dans le secteur non marchand.

Dans le secteur marchand, le nombre de salariés en emploi aidé recule fortement ce trimestre. Le nombre de bénéficiaires d'un contrat en alternance s'est une nouvelle fois replié au 3^e trimestre 2014 (-11 000), le nombre élevé d'entrées enregistrées au mois de septembre ne suffisant pas à compenser les fins de contrats. Après une année de hausse continue, les effectifs en CUI-CIE diminuent pour le 2^e trimestre consécutif (-2 000 après -3 000 au 2^e trimestre 2014). A contrario, le nombre de bénéficiaires d'emplois d'avenir marchands poursuit sa progression (+2 000 après +3 000). Le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé marchand (CUI-CIE et emplois d'avenir) reste stable à 50 000 fin septembre 2014.

Augmentation du taux de chômage au sens du BIT

Selon les estimations de l'Insee s'appuyant sur les données issues de l'enquête Emploi [6], en France (y compris Dom), 10,4 % de la population active étaient au chômage au sens du BIT en moyenne sur le 3^e trimestre 2014 (7). En France métropolitaine, le taux de chômage s'est établi à 9,9 %, en hausse de 0,2 point par rapport au 2^e trimestre 2014 (tableau 4, graphique 7). Sur le trimestre, le nombre de chômeurs progresse de 77 000, pour atteindre 2 841 000.

Par rapport au 2^e trimestre 2014, en France métropolitaine, le taux de chômage des hommes a augmenté de 0,2 point, à 10,1 %, tandis que celui des femmes a progressé de 0,3 point, à 9,7 % (graphique 8). Le taux de chômage des moins de 25 ans est en hausse sensible ce trimestre (+1 point), beaucoup plus marquée chez les jeunes femmes (22,9 % après 21,4 %) que chez les jeunes hommes (24,4 % après 23,8 %).

Sources : Dares, ASP,
Pôle emploi, ministère
de l'éducation
nationale.

(7) Ces résultats tiennent compte de la rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi de l'Insee intervenue début 2013. Les séries longues ont été rétropolées pour être cohérentes avec le nouveau questionnaire [6].



Au total, 23,7 % des actifs âgés de 15 à 24 ans étaient au chômage au 3^e trimestre 2014. Le taux de chômage des seniors retrouve son niveau du 1^{er} trimestre 2014 (6,7 % soit +0,2 point), tandis que celui de la classe d'âge intermédiaire croît également de 0,2 point à 9,3 %.

Sur un an, du 3^e trimestre 2013 au 3^e trimestre 2014, le taux de chômage est stable en France métropolitaine (cette stabilité s'observe aussi bien chez les hommes que les femmes) ; on dénombre, au 3^e trimestre 2014, 13 000 chômeurs de plus qu'un an auparavant.

Poursuite de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

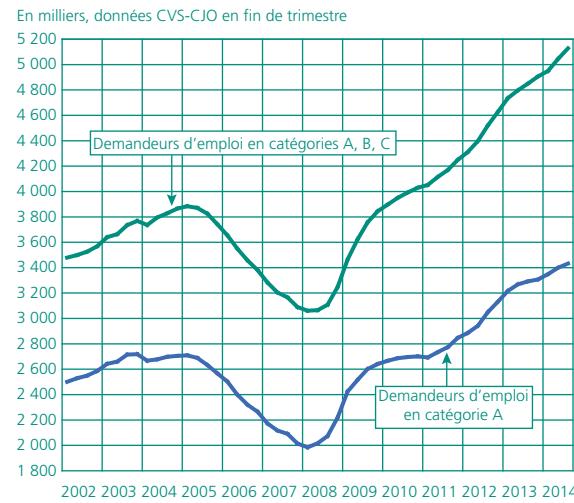
À la fin du 3^e trimestre 2014, 5 801 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D et E), soit une hausse de 82 000 par rapport au 2^e trimestre 2014 et de 317 000 par rapport au 3^e trimestre 2013 (tableau 5, [7]).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C) a poursuivi sa hausse au 3^e trimestre 2014, à un rythme similaire à celui du trimestre précédent (+85 000, après +94 000 au 2^e trimestre 2014) pour atteindre 5 128 000 personnes fin septembre 2014 (graphique 9). Parmi eux, le nombre de demandeurs d'emploi sans emploi (catégorie A) augmente de 34 000 au 3^e trimestre 2014, après des progressions de 49 000 et 42 000 les deux trimestres précédents. Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B, 78 heures ou moins dans le mois et C, plus de 78 heures) progresse de 51 000 après une hausse de 45 000 le trimestre précédent. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite longue (+37 000, après +38 000) alors que la hausse de ceux ayant exercé une activité réduite courte est plus modérée (+14 000, après +7 000).

Sur un an, entre le 3^e trimestre 2013 et le 3^e trimestre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A s'est accru de 140 000 après +242 000 entre les 3^e trimestres 2012 et 2013 (8). Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C a augmenté de 278 000 depuis un an, après +330 000 un an auparavant.

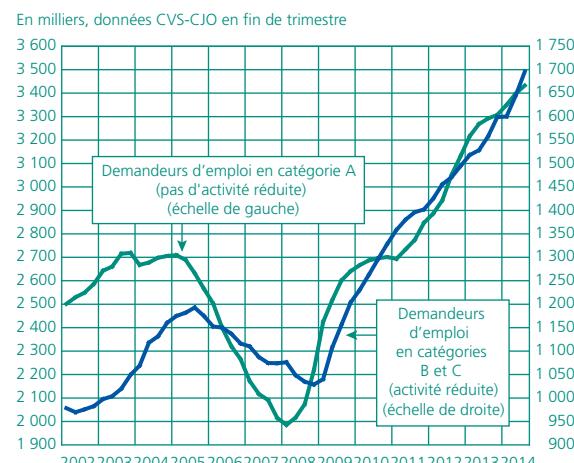
La hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus en catégories A, B, C s'est poursuivie au 3^e trimestre 2014 : +60 000 sur le trimestre, après +50 000 au trimestre précédent, et +200 000 sur un an. La part d'inscrits depuis un an ou plus parmi les demandeurs

Graphique 9 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois par catégorie



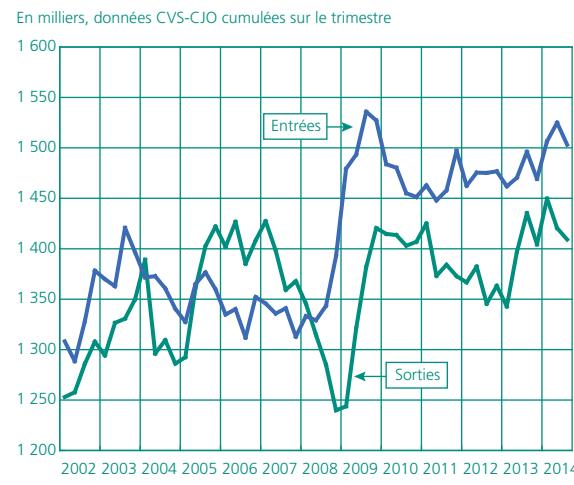
Source : Dares,
Pôle emploi
(statistiques
du marché du travail).

Graphique 10 • Demandeurs d'emploi et activité réduite



Source : Dares,
Pôle emploi
(statistiques
du marché du travail).

Graphique 11 • Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C



Source : Dares,
Pôle emploi
(statistiques
du marché du travail).

Note : il s'agit des entrées et sorties sur les listes cumulées sur le trimestre, pour les seules catégories A, B et C, et non des individus entrés ou sortis de catégories A, B, C pendant le trimestre (un individu pouvant en effet entrer et sortir plusieurs fois au cours du trimestre) ; les changements de catégorie entre A, B et C ne sont pas comptabilisés.

Champ : France métropolitaine.

(8) Sur un an, les évolutions du nombre de chômeurs au sens du BIT et du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi divergent. Cela peut provenir d'une différence de concept : un chômeur au sens du BIT peut ne pas être inscrit sur les listes de Pôle emploi, et certains demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT. Des divergences ont déjà été observées par le passé [11].

Tableau 4 • Nombre de chômeurs et taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine

| Données CVS, en moyenne trimestrielle | 2014 | | 2013 | | | | 2014 | | | | 2013 | 2014 |
|--|---------------------------------------|-----------------------|-------------|-------------|------------|-------------|------------|-------------|----|------------|--|------|
| | T3 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 (p) | T4 | T3 | T3 (p) | |
| | Nombre de chômeurs, en milliers | Taux de chômage, en % | | | | | | | | | Évolution du taux de chômage sur un an, en point de % | |
| Hommes | 1 502 | 10,1 | 10,1 | 10,1 | 9,7 | 10,0 | 9,9 | 10,1 | | 0,7 | 0,0 | |
| Moins de 25 ans | 358 | 24,9 | 23,9 | 23,5 | 22,5 | 23,0 | 23,8 | 24,4 | | -0,9 | 0,9 | |
| 25-49 ans | 880 | 9,1 | 9,3 | 9,3 | 9,0 | 9,4 | 9,1 | 9,4 | | 0,8 | 0,1 | |
| 50 ans ou plus | 265 | 6,8 | 6,8 | 6,8 | 6,4 | 6,7 | 6,7 | 6,5 | | 0,8 | -0,3 | |
| Femmes | 1 339 | 9,7 | 9,8 | 9,7 | 9,7 | 9,4 | 9,4 | 9,7 | | 0,4 | 0,0 | |
| Moins de 25 ans | 277 | 24,6 | 25,1 | 24,3 | 22,9 | 22,6 | 21,4 | 22,9 | | 0,7 | -1,4 | |
| 25-49 ans | 794 | 9,1 | 9,1 | 9,0 | 9,2 | 8,7 | 9,2 | 9,2 | | 0,2 | 0,2 | |
| 50 ans ou plus | 268 | 6,3 | 6,3 | 6,5 | 6,4 | 6,7 | 6,4 | 6,8 | | 0,7 | 0,3 | |
| Ensemble | 2 841 | 9,9 | 10,0 | 9,9 | 9,7 | 9,7 | 9,7 | 9,9 | | 0,5 | 0,0 | |
| Moins de 25 ans | 635 | 24,8 | 24,4 | 23,8 | 22,7 | 22,8 | 22,7 | 23,7 | | -0,3 | -0,1 | |
| 25-49 ans | 1 674 | 9,1 | 9,2 | 9,2 | 9,1 | 9,1 | 9,1 | 9,3 | | 0,6 | 0,1 | |
| 50 ans ou plus | 532 | 6,5 | 6,6 | 6,6 | 6,4 | 6,7 | 6,5 | 6,7 | | 0,7 | 0,1 | |

| | Nombre de chômeurs, en milliers | Évolution du nombre de chômeurs sur un trimestre, en milliers | | | | | | | | | Évolution du nombre de chômeurs sur un an, en point de % | |
|--------------------------------------|---------------------------------------|---|------|------|-------|-------|------|-------|------|--|--|-----|
| | | 2014 | 46,0 | 22,0 | -20,0 | -71,0 | 19,0 | -12,0 | 77,0 | | | |
| Nombre de chômeurs au sens du BIT .. | 2 841 | | | | | | | | | | 5,8 | 0,5 |

(p) Résultats provisoires.

Estimation à +/- 0,3 point près du taux de chômage.

Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus ; France métropolitaine.



Tableau 5 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie et ancienneté sur les listes de Pôle emploi

| Données CVS-CJO, en moyenne trimestrielle | 2014 | | 2013 | | | | 2014 | | | | 2013 | 2014 |
|--|------------------------|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----|-------------|---------------------------------|------|
| | T3 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T3 | T3 | |
| | Niveau, en milliers | Évolution sur un trimestre, en milliers | | | | | | | | | Évolution sur un an, en % | |
| Catégories A, B, C, D, E | 5 801 | 103 | 69 | 71 | 82 | 56 | 98 | 82 | | 6,9 | 5,8 | |
| Catégories A, B, C (tenus de rechercher un emploi) | 5 128 | 107 | 62 | 54 | 56 | 43 | 94 | 85 | | 7,3 | 5,7 | |
| Catégorie A (sans activité) | 3 433 | 84 | 52 | 24 | 15 | 42 | 49 | 34 | | 7,9 | 4,3 | |
| Catégories B, C (exerçant une activité réduite)... | 1 696 | 23 | 10 | 30 | 41 | 1 | 45 | 51 | | 5,9 | 8,8 | |
| Catégorie B (activité réduite courte)..... | 678 | 20 | -8 | 11 | 10 | 7 | 7 | 14 | | 6,4 | 5,9 | |
| Catégorie C (activité réduite longue) | 1 018 | 3 | 18 | 19 | 31 | -6 | 38 | 37 | | 5,6 | 10,9 | |
| Catégorie D (non tenus de rechercher un emploi, sans emploi) | 278 | 0 | 5 | 7 | 6 | 2 | 0 | -2 | | 8,7 | 2,2 | |
| Catégorie E (non tenus de rechercher un emploi, en emploi) | 395 | -5 | 2 | 10 | 20 | 11 | 4 | -2 | | 0,2 | 9,2 | |
| Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C de longue durée | 2 200 | 73 | 59 | 51 | 55 | 36 | 50 | 60 | | 14,4 | 10,0 | |
| 1 à 2 ans d'ancienneté en catégories A, B, C | 1 028 | 35 | 22 | 13 | 10 | -2 | 8 | 18 | | 12,0 | 3,5 | |
| 2 à 3 ans d'ancienneté en catégories A, B, C | 498 | 17 | 15 | 16 | 20 | 14 | 16 | 9 | | 15,6 | 13,3 | |
| 3 ans ou plus d'ancienneté en catégories A, B, C | 675 | 22 | 22 | 22 | 24 | 24 | 26 | 32 | | 17,8 | 18,8 | |



Voir [7] pour la définition des catégories de demandeurs d'emploi et leur correspondance avec l'ancienne nomenclature (catégories 1 à 8).

Champ : France métropolitaine.

Source : Dares,
Pôle emploi
(statistiques
du marché du travail).

d'emploi en catégories A, B, C a atteint 42,9 % à la fin du 3^e trimestre 2014 ; sur un an, cette part a augmenté de 1,7 point.

La légère décélération du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C ce trimestre a résulté de la plus forte diminution des entrées par rapport aux sorties (respectivement -22 000 entrées cumulées et -11 000 sorties cumulées) (9) (graphique 11). Cette évolution dans le même sens des entrées et des sorties au 3^e trimestre 2014 fait suite à une évolution divergente le trimestre précédent (+18 000 pour les entrées et -29 000 pour les sorties).

La baisse des entrées en catégories A, B, C sur le trimestre est principalement imputable à la diminution des entrées pour « première entrée » et « autres cas » (respectivement -25 000 et -12 000). Cette diminution est modérée par la hausse des entrées pour « fin de CDD » (+18 000) et « autre licenciement » (+5 000). En parallèle, la baisse des sorties a essentiellement résulté de la baisse des sorties pour « reprise d'emploi », « entrée en stage » et « autres cas » (respectivement -10 000, -9 000 et -8 000), alors que les sorties pour « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation » progressent fortement (+14 000).

(9) Les flux d'entrées et de sorties sont mesurés pour l'ensemble des catégories A, B, C. Sur ce champ, la variation du nombre de demandeurs d'emploi sur une période donnée est égale au solde des entrées et des sorties sur cette période plus un résidu comptable, dit « défaut de bouclage ». Deux facteurs expliquent actuellement ce défaut de bouclage : les flux connus avec un retard important ne sont pas pris en compte dans les entrées et les sorties, mais sont bien pris en compte dans les effectifs, et quelques changements d'agence locale pour l'emploi (principalement suite à un déménagement du demandeur d'emploi) donnent lieu à une entrée, mais pas à une sortie.

Poursuite du redressement dans la zone euro au 3^e trimestre 2014

D'après les estimations d'Eurostat, l'activité dans la zone euro au 3^e trimestre 2014 augmente de 0,2 % (après +0,1 % au 2^e trimestre 2014) [8]. Sur un an, le PIB de la zone euro a augmenté de 0,8 %, comme au trimestre précédent. L'activité a faiblement progressé en Allemagne (+0,1 % après -0,1 %), légèrement repris en France (+0,3 % après -0,1 %) et confirmé son rebond en Espagne (+0,5 % après +0,6 %) tandis qu'elle était toujours déprimée en Italie (-0,1 % après -0,2 %). Sur un an, la hausse de l'activité s'est élevée à 1,2 % pour l'Allemagne, 0,4 % pour la France (après +0,0 % au trimestre précédent), 1,6 % en Espagne tandis qu'en Italie elle reculait de 0,4 %. Enfin, la croissance au Royaume-Uni est restée vigoureuse au 3^e trimestre 2014 (+0,7 % après +0,9 % au trimestre précédent), s'établissant à +3,0 % sur un an (après +3,2 % au trimestre précédent).

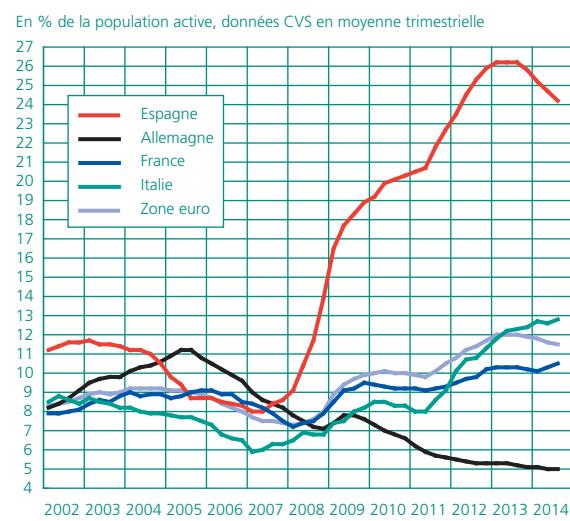
Du côté du marché du travail, selon les estimations d'Eurostat, le taux de chômage au sens du BIT s'est établi dans la zone euro à 11,5 % de la population active au 3^e trimestre 2014 (graphique 12, [9]), en quasi-stagnation sur un trimestre et en recul de 0,5 point sur un an. Selon les données harmonisées établies par Eurostat, le taux de chômage se stabilise à 5,0 % de la population active en Allemagne. Sur un an, il est en recul

de 0,2 point. En Espagne, le taux de chômage poursuit le repli entamé fin 2013 ; ce trimestre, il est en baisse de 0,5 point, et de 2 points sur un an. Dans le même temps, le taux de chômage a augmenté de 0,3 point en Italie, à 12,8 %, soit une hausse de 0,5 point sur un an. En France (y compris Dom), le taux de chômage était selon l'Insee de 10,4 % au 3^e trimestre, en hausse de 0,3 point par rapport au trimestre précédent, et de 0,1 point sur un an. Le taux de chômage harmonisé au Royaume-Uni a quant à lui diminué de 0,4 point au 3^e trimestre 2014, après une diminution identique au trimestre précédent, pour atteindre 5,9 % de la population active. Sur un an, il est en baisse de 1,1 point.

Aux États-Unis, l'activité a progressé de 0,9 % ce trimestre (après +1,1 % au trimestre précédent). Sur un an, la croissance du PIB s'est établie à 2,3 %. Le taux de chômage a poursuivi sa baisse, se repliant de 0,1 point au 3^e trimestre 2014 et de 1,1 point sur un an (graphique 13). Il s'est ainsi établi à 6,1 % de la population active, retrouvant son niveau de fin 2008.

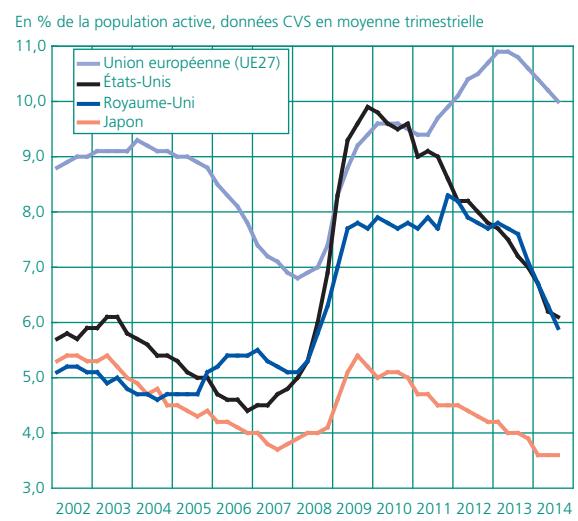
Enfin, au Japon l'activité s'est contractée pour le deuxième trimestre consécutif (-0,5 % après -1,7 % au 2^e trimestre). En rythme annuel, le PIB nippon est stable ce trimestre. Le taux de chômage est stable à 3,6 % de la population active au 3^e trimestre 2014. Sur un an, il est en baisse de 0,4 point.

Graphique 12 • Taux de chômage en zone euro



Pour la France, les données couvrent la France métropolitaine et les Dom.
Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.

Graphique 13 • Taux de chômage dans le monde



Source : Eurostat.

Dares*

*Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Thierry ZILOTOU et Adèle GOUTTES et composée de Philippe BOURIEAU, Yannick CROGUENNEC, Justine DURAND, Adèle GOUTTES, Guillaume LEBRAULT, Benoît ROUMIER et Thierry ZILOTOU.

Pour en savoir plus

- [1] Insee (2014), « Au troisième trimestre 2014, le PIB augmente de 0,3 % et le pouvoir d'achat des ménages progresse de 0,5 % », *Informations Rapides* n° 298, décembre.
- [2] Insee, Dares (2014), « L'emploi marchand recule au troisième trimestre 2014 », *Informations Rapides* n° 281, décembre.
- [3] Lebrault G. (2014), « L'emploi intérimaire baisse au 3^e trimestre 2014 », *Dares Indicateurs* n° 002, janvier.
- [4] Pignier J. (2014), « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 3^e trimestre 2014 - Résultats définitifs », *Dares Indicateurs* n° 096, décembre.
- [5] Croguennec Y. (2014), « Les tensions sur le marché du travail au 3^e trimestre 2014 », *Dares Indicateurs* n° 098, décembre.
- [6] Insee (2014), « Hausse du taux de chômage au troisième trimestre 2014 », *Informations Rapides* n° 279, décembre.
- [7] Dares, Pôle emploi (2014), « Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en novembre 2014 », *Dares Indicateurs* n°103, décembre.
- [8] Eurostat (2014), « Le PIB de la zone euro en hausse de 0,2 % et celui de l'UE28 en hausse de 0,3 % », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n° 187, décembre.
- [9] Eurostat (2015), « Le taux de chômage à 11,5 % dans la zone euro », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n° 1, janvier.
- [10] Dares (2014), « Emploi, chômage, population active en 2013 », *Dares Analyses* n° 052, juillet.
- [11] Insee (2014), « Chômage au sens du BIT - résultats de l'enquête Emploi 2013 : différences d'évolutions avec les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi », *Communiqué de presse* du 6 mars 2014, fiche 1.

DARES ANALYSES et DARES INDICATEURS sont édités par le ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris cedex 15.

www.travail-emploi.gouv.fr (Rubrique Études, Recherches, Statistiques de la Dares)

Directrice de la publication : Françoise Bouygard.

Rédactrice en chef : Marie Ruault. Secrétariat de rédaction : Marie Avenel, Evelyn Ferreira, Thomas Cayet - Maquettistes : Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali.

Conception graphique et impression : ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réponse à la demande : dares.communication@travail.gouv.fr

Abonnement aux avis de parution de la Dares

(http://travail-emploi.gouv.fr/etudes-recherches-statistiques-de_76/avis-de-parution_2063/bulletin_2064/abonnement_13777.html)

Dépot légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 2109 - 4128 et ISSN 2267 - 4756.